



**MINISTÈRE
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Numéro de consultation : DGITM-DTFFP-23-2025

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

Date et heure de remise des offres : **02 avril 2026 à 12h00**

TABLE DES MATIERES

Article 1 - Acheteur.....	5
Article 2 - Objet et contexte de la consultation	5
Article 3 - Conditions de la consultation	6
3.1 Procédure de passation	6
3.2 Allotissement	6
3.3 Forme et étendue	6
3.4 Tranches.....	7
3.5 Durée	7
3.6 Lieu d'exécution	7
3.7 Variantes	8
3.7.1 Variantes obligatoires	8
3.7.2 Variantes facultatives	8
3.8 Prestations supplémentaires éventuelles	8
3.9 Prestations similaires	8
3.10 Considérations sociales	8
3.11 Considérations environnementales	8
3.12 Traitement des données à caractère personnel	8
3.13 Secret des affaires.....	9
Article 4 - Information des candidats	10
4.1 Contenu des documents de la consultation.....	10
4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques	10
4.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents.....	10
4.2.2 Conditions de transmission des plis.....	10
4.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre)	13
4.3.1 Date et heure de réception des plis	13
4.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions	13
4.3.3 Modification des documents de la consultation	13
4.3.4 Prolongation du délai de réception des offres	13
Article 5 - Candidature.....	13
5.1 Précisions sur les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance	13
5.2 Motifs d'exclusion	14
5.3 Présentation de la candidature	14
5.3.1 Candidature sous forme de DUME	15
5.3.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2.....	15
5.4 Niveaux minimaux de participation	16
5.5 Précisions concernant la sous-traitance.....	16
5.5.1 Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance	16
5.5.2 Tâches essentielles	16
5.5.3 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)	16

5.6	Examen des candidatures	17
5.7	Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs	17
5.8	Vérification des motifs d'exclusion	18
Article 6 -	Offre.....	18
6.1	Présentation de l'offre	18
6.2	Examen des offres.....	18
6.2.1	<i>Offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables</i>	<i>18</i>
6.2.2	<i>Critères d'attribution et méthode de notation des offres</i>	<i>19</i>
6.2.3	<i>Méthode de notation</i>	<i>19</i>
	Méthode de notation.....	20
6.3	Durée de validité des offres	21
Article 7 -	Attribution	21
7.1	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve	21
7.2	Interdiction d'attribution	23
7.3	Mise au point	23
7.4	Signature.....	23
Article 8 -	Langue.....	23
Article 9 -	Contentieux	24
9.1	Instance chargée des recours	24
9.2	Délai d'introduction des recours.....	24
Article 10 -	Modalités de signature électronique.....	24

Préambule

Dans le prolongement des avancées de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 et la loi n° du 6 août 2019 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, le pôle ministériel est engagé dans une démarche en faveur de la diversité professionnelle et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Le protocole pour l'égalité entre les femmes et les hommes, signé le 23 octobre 2019 entre les ministres et les représentants des personnels prévoit l'intégration de la lutte contre les discriminations dans la commande publique ministérielle. Cette démarche, s'inscrit dans le cadre des labels « Diversité » et « Égalité » décernés par l'Agence française de normalisation (AFNOR). Ces labels ont pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé, en matière de gestion des ressources humaines et dans le cadre des relations avec les fournisseurs, les partenaires et les usagers. Les ministères sont ainsi labellisés « Diversité » et « Égalité ».

Au-delà du respect des dispositions déjà incluses dans la présente consultation, le ministère est également sensible aux actions conduites par ses prestataires, dans ce domaine, au sein de leur entreprise.

Dans cette optique, nous transmettrons à l'attributaire pressenti un lien vers un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, qu'il lui sera demandé de compléter.

Les réponses que vous voudrez bien nous fournir nous serviront à recueillir des bonnes pratiques susceptibles d'être partagées.

De même, l'absence de réponse n'a aucune incidence sur l'exécution du marché.

Article 1 - Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère des Transports - MT Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités Direction des transports ferroviaires et fluviaux et des ports
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia 1 place Carpeaux 92055 LA DÉFENSE CEDEX
Personne représentant le pouvoir adjudicateur pour le SGTM – lot 1	Patricia Moutafian-Delcourt Secrétaire générale au Tunnel sous la Manche Ou son représentant
Personne représentant le pouvoir adjudicateur pour le SFC4 – lot 2	Floriane Torchin Directrice des transports ferroviaires et fluviaux et des ports Ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191 59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Pour le lot 1 : Madame Mathilde Tamayo Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités Direction des Transports ferroviaires et fluviaux et des Ports Sous-Direction des systèmes ferroviaires et guidés (SFG) Bureau des tunnels ferroviaires transfrontaliers (SFG3) Pour le lot 2 : Madame Virginie Da-Silva Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités Direction des Transports ferroviaires et fluviaux et des Ports Bureau du fret ferroviaire et du transport combiné (SFC4)
Courriel	Pour le lot 1 : mathilde.tamayo@developpement-durable.gouv.fr Pour le lot 2 : sfc4.dtffp.dgitm@developpement-durable.gouv.fr

Article 2 - Objet et contexte de la consultation

Le marché a pour objet la fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif :

- En anglais et en français pour les réunions binationales du Tunnel sous la Manche : CIG, CS, Comité binational de sûreté (CBS) et Comité économique, groupes de travail ainsi qu'un service de fourniture de matériel d'interprétariat (environ 25 réunions par an),
- En italien et en français pour accompagner le bureau SFC4 dans l'accomplissement de ses missions (environ 5 réunions par an).

Contexte quant au lot n°1 du marché

Dans le cadre de ses missions, le secrétariat général au tunnel sous la Manche (SGTM), dont les agents appartiennent au bureau des tunnels ferroviaires transfrontaliers de la DGITM (SFG3, est chargé de coordonner les activités des délégations françaises à la Commission intergouvernemental (CIG), au Comité de sécurité (CS) et autres groupes de travail binationaux dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de concession quadripartite pour la construction et l'exploitation du tunnel sous la Manche signé conformément au Traité de Cantorbéry. Toutes les réunions se tiennent dans les deux langues et le service d'interprétation est fourni pour moitié par le SGTM et pour moitié par le secrétariat de la délégation britannique à la CIG. Le présent marché porte sur la seule partie de ces prestations dont l'organisation incombe au SGTM.

Contexte quant au lot n°2 du marché

Par ailleurs, le 9 octobre 2009, la France et l'Italie ont signé un accord international définissant les modalités de mise en œuvre du service franco-italien d'Autoroute ferroviaire Alpine. Des échanges réguliers avec l'Italie ont ainsi lieu dans ce cadre et nécessitent des services d'interprétariat Français – Italien.

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale : 79540000 : Services d'interprétation

Article 3 - Conditions de la consultation

3.1 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique. '

3.2 Allotissement

L'accord cadre comporte 2 lots :

Le premier lot concerne le service d'interprétariat simultané ou consécutif français-anglais.

Le deuxième lot concerne le service d'interprétariat simultané ou consécutif français-italien.

Un candidat peut candidater à un ou à plusieurs lots.

Le présent RC est commun à l'ensemble des lots.

3.3 Forme et étendue

L'accord-cadre comporte 2 lots. Chaque lot de l'accord cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum.

Les montants maximums des différents lots sont répartis comme suit :

Lot 1 : Service d'interprétariat français-anglais :

Montant maximum : 128 000€ HT

Lot 2 : Service d'interprétariat français-italien.

Montant maximum : 25 000€ HT

Chaque lot du présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque son montant maximum est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur pour ce lot, indépendamment des autres lots.

Les prestations sont commandées par le biais de bons de commande, émis selon les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

3.4 Tranches

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

3.5 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois chacune. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

La non reconduction est adressée au titulaire du ou des lot(s) concerné(s) de l'accord-cadre par lettre recommandée avec avis de réception un (1) mois avant la fin de la période de 12 mois en cours.

Le pouvoir adjudicateur peut dénoncer le présent accord-cadre, ou chacun de ses lots séparément, par notification formelle au titulaire du ou des lots, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un délai de préavis d'un (1) mois.

3.6 Lieu d'exécution

Les prestations sont essentiellement réalisées :

Pour le lot 1 :

- En France : dans les bureaux du RPA à La Défense, à Paris (Ile-de-France) et à Calais ou Coquelles (Pas-de-Calais),
- Au Royaume-Uni : Londres, Folkestone,
- En Belgique (Bruxelles),
- Par visioconférence (principalement via Zoom, Teams et pont audio).

Pour le lot 2 :

- Par visioconférence (principalement via Zoom, Teams) : le lien de connexion et les canaux d'interprétariat pour chaque réunion seront fournis par le titulaire à l'acheteur.

3.7 Variantes

3.7.1 Variantes obligatoires

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

3.7.2 Variantes facultatives

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

3.8 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

3.9 Prestations similaires

Sans objet.

3.10 Considérations sociales

Cf préambule du présent règlement de la consultation.

3.11 Considérations environnementales

Outre, la fourniture de leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES), pour les soumissionnaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, des dispositions relatives au partage de documents, aux déplacements et à la sobriété numérique sont définies au CCP/CCAP de la consultation.

De plus, dans une volonté de protection de l'environnement, le présent accord-cadre comprend un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

3.12 Traitement des données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant

Le ministère de l'Action et des comptes publics
59, boulevard Vincent Auriol
75703 Paris Cedex 13
Représenté par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO)

La Direction des achats de l'Etat,
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

3.13 Secret des affaires

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent accord-cadre.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

Article 4 - Information des candidats

4.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCP) et ses annexes éventuelles ;
- Les actes d'engagement (AE n°1 pour le lot n°1, AE n°2 pour le lot n°2) complétés, datés et signés par une personne habilitée à engager l'entreprise et leurs annexes financières correspondantes : les bordereaux des prix unitaires (BPU n°1 pour le lot n°1, BPU n°2 pour le lot n°2) et les détails quantitatifs estimatifs pour le lot n°1 (DQE n°1) et pour le lot n°2 (DQE n°2).

4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

4.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

4.2.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter son offre avant la date limite de remise des plis, il doit procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre.

Les plis antérieurs sont rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel n'est accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque soumissionnaire.

Les soumissionnaires trouvent dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- Guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques ;
- Mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- Foire aux questions ;
- Lien vers des documents de référence ;
- Outils informatiques.

Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation (pour plus de détails, voir l'article 4.3 du présent RC)

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la PLACE, notamment ceux du type « *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr* », ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise au Pouvoir adjudicateur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde électronique est écartée par le Pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait sous cette forme et à l'adresse suivante :

Copie de sauvegarde du marché n° DGITM-DTFFP-23-2025

Objet : Lot n°1 : Fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif Français-anglais

« A n'ouvrir que par le destinataire »

**Ministère des Transports
Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités– DGITM
Direction des Transports ferroviaires et fluviaux et des Ports
Sous-Direction des systèmes ferroviaires et guidés (SFG)
Bureau des tunnels ferroviaires transfrontaliers (SFG3)
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 La Défense Cédex**

A l'attention de Mme Mathilde Tamayo

Objet : Lot n°2 : Fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif Français-Italien

« A n'ouvrir que par le destinataire »

**Ministère des Transports
Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités– DGITM
Direction des Transports ferroviaires et fluviaux et des Ports
Bureau du fret ferroviaire et du transport combiné (SFC4)
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 La Défense Cédex**

A l'attention de Mme Virginie Da-Silva

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

4.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre)

4.3.1 Date et heure de réception des plis

Les plis doivent être transmis au plus tard le **2 avril 2026 à 12h00**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

4.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, jusqu'à **neuf (9) jours** avant la date limite de réception des offres.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires, envoyées en temps utile, sur les documents de la consultation sont transmises aux candidats au plus tard **six (6) jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres.

4.3.3 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **six (6) jours** avant la date limite de réception des offres. Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il peut en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de dépôt des offres.

4.3.4 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **six (6) jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

Article 5 - Candidature

5.1 Précisions sur les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce

service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

- https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf
- <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> (nouveau formulaire à compter du 01/01/2024)

5.2 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure, notamment dans le cas de la survenance d'un conflit d'intérêts au sens du L. 2141-10 du code de la commande publique.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

5.3 Présentation de la candidature

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur **autorise** le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques,

professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

Quelle que soit la modalité de candidature retenue (DC1/DC2 ou DUME), les candidats individuels ou en groupement veillent à la cohérence entre adresse postale et SIRET de leur établissement. En cas d'établissements multiples, outre les coordonnées de leur siège social, ils désignent celui pressenti pour la réalisation des prestations avec la même vigilance pour ce qui est de la cohérence entre adresse postale et SIRET.

5.3.1 Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- Depuis le service exposé de PLACE
- Depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct (cf. point 5.3.1 pour modalités d'accès au DUME).

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V (cf. point 5.3.1 pour modalités d'accès au DUME).

Le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat.

Le formulaire DC4 est téléchargeable *via* le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

5.3.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 est complété pour chaque membre du groupement.
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2, ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables *via* le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les formulaires ci-après :

- le formulaire DC1 est complété pour chaque membre du groupement (1 seul DC1 pour le groupement) ;
- le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement (autant de DC2 que de membres du groupement).

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables *via* le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

5.4 Niveaux minimaux de participation

L'acheteur ne fixe pas de minimums de capacités.

Néanmoins, le candidat justifie des capacités techniques et professionnelles nécessaires pour exécuter l'accord-cadre ou le lot sur lequel il se positionne. Le candidat présentera dans son offre une liste des références de prestations analogues à celles du présent accord cadre réalisées entre 2020 et 2025, avec si possible les coordonnées d'un point de contact au sein de l'entité donneuse d'ordre pour chacune de ces références.

5.5 Précisions concernant la sous-traitance

5.5.1 Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

5.5.2 Tâches essentielles

En cas de sous-traitance, les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance : La participation aux réunions est considérée comme une tâche essentielle et doit être exécutée par le titulaire et ne peut faire l'objet de sous-traitance.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

5.5.3 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V (cf. point 5.3.1 pour modalités d'accès au DUME). Le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat.

Le formulaire DC4 est téléchargeable *via* le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

5.6 Examen des candidatures

L'acheteur examine les candidatures avant les offres. Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités sont fournis à la demande de l'acheteur et avant l'examen des offres.

Les moyens de preuve concernant les motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

5.7 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- Directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

5.8 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Article 6 - Offre

6.1 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes (**1 offre pour chaque lot auquel candidate le soumissionnaire**) :

- Les actes d'engagement (AE n°1 pour le lot 1, AE n°2 pour le lot 2) complétés, datés et signés par une personne habilitée à engager l'entreprise et leurs annexes financières correspondantes : les bordereaux des prix unitaires (BPU n°1 pour le lot n°1, BPU n°2 pour le lot n°2)
- Le mémoire méthodologique :
Le candidat veille à présenter un mémoire technique indiquant :
 - a. la compréhension par le candidat des prestations attendues au regard de sa connaissance du domaine de l'interprétariat simultané et de la traduction ;
 - b. une description des profils professionnels des interprètes que le candidat compte dédier aux prestations, avec les CV détaillés pour chacun des intervenants ; la disponibilité de l'équipe dédiée que le candidat se propose de mettre en œuvre pour exécuter les missions et son organisation générale ;
 - c. les formes d'implication du candidat vers une démarche de développement durable dans son fonctionnement interne (sociale, économique et environnementale). Une note détaillée montrant les engagements du prestataire à travailler selon les principes du développement durable sera fournie. Il est également invité à expliciter les mesures prises en matière de diminution de ses impacts environnementaux.

Le candidat peut ajouter tout élément lui permettant de mieux valoriser son offre et ses compétences.

- Les références et qualifications techniques des interprètes destinés à intervenir dans le cadre du marché
- Le détail quantitatif estimatif n°1 pour le lot n° 1 et le détail quantitatif n°2 pour le lot n°2 complétés

6.2 Examen des offres

6.2.1 Offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

6.2.2 Critères d'attribution et méthode de notation des offres

Le représentant du pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères d'attribution pondérés suivants :

Critères d'attribution du lot 1

Critères et sous-critères du lot 1	Pondération
Critère 1 : Valeur technique de l'offre appréciée à partir du mémoire technique :	65%
<i>Sous-critère 1 : Qualité de la restitution portant sur la compréhension des prestations attendues au regard des éléments demandés pour le mémoire technique (sous-dossier offre) : cf. partie a) de la section 6.1 du présent règlement de la consultation</i>	35%
<i>Sous-critère 2 : Adéquation de l'équipe dédiée aux prestations, au regard des éléments demandés pour le mémoire technique</i>	30%
Critère 2 : Prix des prestations évalué à partir du bordereau des prix unitaires par application d'un scénario d'achat communiqué aux candidats.	25%
Critère 3 : Qualité environnementale au regard de la note figurant au mémoire technique et prenant en considération les éléments ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• engagements du soumissionnaire à respecter les obligations environnementales prévue par l'acheteur dans le CCP• engagement du soumissionnaire du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché• méthodologie de suivi des mesures environnementales présentée dans son offre	10 %

6.2.3 Méthode de notation

Le sous-critère technique 1 est noté sur la compréhension des enjeux présents et à venir liés à la sécurité ferroviaire. Il est ainsi attendu du candidat la production d'une courte note d'une dizaine de pages maximum présentant son appréhension de l'actuelle structure binationale mise en place par les États concédants afin de gérer la sécurité de l'exploitation du tunnel sous la Manche : description des acteurs, des projets majeurs actuels et à venir, présentation générale des dispositifs de signalisation ferroviaire, matériels roulants présents dans le tunnel et plus généralement de la conception de celui-ci.

Le sous-critère technique 2 est noté à partir des curriculums vitae (CV), ainsi que la cohérence des moyens prévus au regard du contenu attendu de l'expertise technique. Ces CV devront permettre de connaître de l'ensemble des candidats :

- l'ensemble des diplômes et qualifications, notamment posséder a minima une grande richesse de vocabulaire et une maîtrise parfaite de la langue à interpréter, sans pour autant qu'il s'agisse de leur langue maternelle.
- le parcours professionnel des interprètes : une présentation de projets similaires ou approchants au niveau métier ;
- l'expérience dans le domaine ferroviaire, notamment en matière de sécurité des systèmes ferroviaires ;
- une liste complète des ouvrages et articles éventuels publiés en rapport avec ce domaine ;
- une liste des cours, conférences et séminaires dispensés en rapport avec ce domaine.

Méthode de notation du critère technique :

Les critères seront jugés en attribuant des notes de 1 à 10 :

- 1-insuffisant ;
- 3-passable ;
- 5-moyen ;
- 7-bon (répond au critère technique) ;
- 10-excellent (répond au critère avec plus-value).

Méthode de notation du critère prix :

$N_{\text{prix}} = (\text{Prix de l'offre la mieux disante} / \text{Prix de l'offre examinée}) \times 10$

Méthode de calcul de la note finale (/10):

$N_{\text{finale}} = N_{\text{critère1}} \times 65\% + N_{\text{critère2}} \times 25\% + N_{\text{prix}} \times 10\%$

Critères d'attribution du lot 2

Critères et sous-critères du lot 2	Pondération
Critère 1 : Valeur technique de l'offre appréciée à partir du mémoire technique :	40%
<i>Sous-critère 1 : Qualité de la restitution portant sur la compréhension des prestations attendues au regard des éléments demandés pour le mémoire technique (sous-dossier offre) : cf. partie a) de la section 6.1 du présent règlement de la consultation</i>	20%
<i>Sous-critère 2 : Adéquation de l'équipe dédiée aux prestations, au regard des éléments demandés pour le mémoire technique</i>	20%
Critère 2 : Prix des prestations évalué à partir du bordereau des prix unitaires par application d'un scénario d'achat communiqué aux candidats.	50%
Critère 3 : Qualité environnementale au regard de la note figurant au mémoire technique et prenant en considération les éléments ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• engagements du soumissionnaire à respecter les obligations environnementales prévue par l'acheteur dans le CCP• engagement du soumissionnaire du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché• méthodologie de suivi des mesures environnementales présentée dans son offre	10 %

Méthode de notation

Le sous-critère technique 1 est noté sur la compréhension des enjeux présents et à venir liés l'exploitation d'un service ferroviaire binationale de type autoroute ferroviaire. Il est ainsi attendu du candidat la production d'une courte note d'une dizaine de pages maximum présentant son appréhension de l'actuelle service d'autoroute ferroviaire alpine entre les terminaux d'Aiton et d'Orbassano.

Le sous-critère technique 2 est noté à partir des curriculum vitae (CV), ainsi que la cohérence des moyens prévus au regard du contenu attendu de l'expertise technique. Ces CV devront permettre de connaître de l'ensemble des candidats :

- l'ensemble des diplômes et qualifications, notamment posséder a minima une grande richesse de vocabulaire et une maîtrise parfaite de la langue à interpréter, sans pour autant qu'il s'agisse de leur langue maternelle.

- le parcours professionnel des interprètes : une présentation de projets similaires ou approchants au niveau métier ;
- l'expérience dans le domaine ferroviaire, notamment en matière d'organisation d'un service ferroviaire (quelques mots clés : terminaux de transport combiné, autoroute ferroviaire, entreprises ferroviaires, aide à l'exploitation, traction, etc) ;
- une liste complète des ouvrages et articles éventuels publiés en rapport avec ce domaine ;
- une liste des cours, conférences et séminaires dispensés en rapport avec ce domaine.

Méthode de notation du critère technique :

Les sous-critères techniques 1 et 2 seront jugés en attribuant des notes de 1 à 10 :

- 1-insuffisant ;
- 3-passable ;
- 5-moyen ;
- 7-bon (répond au critère technique) ;
- 10-excellent (répond au critère avec plus-value).

Méthode de notation du critère prix :

$N_{\text{prix}} = (\text{Prix de l'offre la mieux disante} / \text{Prix de l'offre examinée}) \times 10$

Méthode de calcul de la note finale (/10):

$N_{\text{finale}} = N_{\text{critère1}} \times 40\% + N_{\text{critère2}} \times 50\% + N_{\text{critère3}} \times 10\%$

6.3 Durée de validité des offres

Les offres sont valables **180 jours (6 mois)** à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

Article 7 - Attribution

7.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir :

- Directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de

preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTR1), à compléter et à signer, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques ;
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun ;
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 (de moins de 3 mois) ;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
 - Certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)) de moins de 6 mois
 - Certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance de moins de 6 mois.
 - Pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de

paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
 - a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
 - b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

7.2 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

7.3 Mise au point

L'acheteur et les soumissionnaires retenus peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre

7.4 Signature

L'accord-cadre est signé électroniquement par les soumissionnaires retenus au moyen de l'acte d'engagement (AE) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE"

Article 8 - Langue

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 9 - Contentieux

9.1 Instance chargée des recours

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 322
95027 CERGY-PONTOISE Cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

9.2 Délai d'introduction des recours

Le candidat peut exercer devant le tribunal de Cergy-Pontoise :

- Un référé précontractuel : au plus tard avant la date de signature du marché par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article L551-1 du code de justice administrative.
- Un référé contractuel : à compter de la signature du marché dans un délai de trente et un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché conformément à l'article R 551-7 du code de justice administrative.
- Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (arrêt « société Tropic Travaux Signalisation »- CE, 16 juillet 2007, n°291545 et arrêt « Tarn-et-Garonne »- CE, 4 avril 2014, n°358994).
- Un recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du marché : 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative (CJA). Ce recours peut être assorti, le cas échéant d'une demande de référé-suspension (article L 521-1 du code de justice administrative).

Article 10 - Modalités de signature électronique

Par défaut, la signature s'effectue par voie électronique.

Par exception, la signature manuscrite des documents est autorisée. Dès lors, le titulaire transmet, par courrier, les documents originaux. L'adresse postale figure au paragraphe D de l'acte d'engagement (Personne(s) habilitée(s) à donner les renseignements).

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs

économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-signature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit seul le mandataire signe. Il doit alors justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.